

Liberté Égalité Fraternité

ARRÊTÉ

portant composition de la commission départementale d'aménagement commercial

Le Préfet des Côtes d'Armor Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de commerce ;

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-17, L 2122-18 et L 5211-9;
- VU la Loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises et notamment son chapitre III ;
- VU la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) ;
- VU le décret n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial ;
- VU le décret n° 2019-563 du 7 juin 2019 relatif à la procédure devant la Commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 avril 2021 portant renouvellement des membres de la commission départementale d'aménagement commercial et d'aménagement cinématographique des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2021 portant délégation de signature à M. Bernard Musset, Sous-Préfet de Dinan ;
- VU la demande de permis de construire PC 02227221P0010 déposée le 30 août 2021 à la mairie de Saint-Agathon (22200) et la demande de permis de construire PC 02222521P0029 déposée le 30 août 2021 à la mairie de Ploumagoar (22970) ;
- VU la demande déposée le 6 septembre 2021, par la SA IEM représentée par M. Pierre Macé, en vue de la création d'un magasin de bricolage « Bricomarché » d'une surface de vente de 6890 m², situé sur les communes de Saint-Agathon et de Ploumagoar au 8, avenue de Goëlo, ZI de Bellevue ;

SUR proposition de M. le Sous-Préfet de Dinan;

17, rue Michel
CS 72061 – 22102 DINAN CEDEX
sp-dinan@cotes-darmor.gouv.fr
www.cotes-darmor.gouv.fr
Prefet22 Prefet2

ARRÊTE

ARTICLE 1er: La commission départementale d'aménagement commercial des Côtes d'Armor, présidée par le Préfet ou son représentant, comprend, pour le projet précité :

- Monsieur le président du Conseil régional, ou son représentant ;
- Monsieur le président du Conseil départemental, ou son représentant ;
- Madame le maire de Saint Agathon, ou son représentant, désigné conformément aux articles L 2122-17 et L 2122-18 du code général des collectivités territoriales;
- Monsieur le maire de Ploumagoar, ou son représentant, désigné conformément aux articles L 2122-17 et L 2122-18 du code général des collectivités territoriales;
- Monsieur le président de la communauté d'agglomération de Guingamp Paimpol agglomération, ou son représentant désigné par lui, conformément à l'article L 5211-9 du code général des collectivités territoriales;
- Monsieur le président du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du pays de Guingamp, ou son représentant;
- Monsieur le président de l'association des maires des Côtes d'Armor, ou son représentant;
- Monsieur Mickaël Chevalier ou Madame Claudine Guillou, en qualité de membres représentant les intercommunalités au niveau départemental;
- Monsieur Joseph Even (CLCV), et/ou Mme Yveline Le Chenne (CLCV), et/ou Monsieur Gérard Clément (UFC que choisir), et/ou Monsieur Christian Villon (UFC que choisir) en qualités de personnalités qualifiées en matière de consommation;
- Monsieur Jean Olu, commissaire-enquêteur, ou Mme Marie-Claire Desbois, commissaire-enquêteur, ou Madame Martine Viart, commissaire-enquêteur, ou Monsieur Claude Bellec, commissaire-enquêteur, en qualité de personnalité qualifiée en matière de développement durable :
- Monsieur Christophe Gauffeny, architecte, directeur-adjoint du CAUE, ou, à défaut, Madame Valérie Vidélo, architecte conseiller au CAUE, ou Monsieur Benoît Moreira, architecte conseiller au CAUE, en qualité de personnalité qualifiée en matière d'aménagement du territoire;
- Madame Nathalie Bourdonnec, ou, à défaut, Monsieur Didier Lucas, en tant que personnalité désignée représentant la chambre d'agriculture ;

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours devant le Tribunal administratif de Rennes (3, Contour de la Motte – 35044 Rennes Cédex – Tél : 02 23 21 28 28).

ARTICLE 3 : Monsieur le sous-préfet de Dinan est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes d'Armor.

Fait à Dinan, le 15 septembre 2021

Pour le Préfet des Cotes d'Armor Et par délégation Le Sous-Préfet de Dinan

Bernard MUSSET